

***Le projet abertzale de gauche
en Iparralde***

Rapport de l'enquête

Avril 2012

***Lecture et analyse des résultats élémentaires portant
sur 1650 questionnaires retournés***

François Mimiague – statisticien

Thomas Pierre – anthropologue

I. Introduction

Le contexte sociétal en Pays basque nord :

Après plus de quatre décennies de revendications abertzale, la question de l'institutionnalisation d'Ipar Euskal Herri, vécue comme le moyen par lequel donner un cadre législatif protecteur à la culture et à la langue basque, est parvenue à trouver une certaine légitimité ou, tout du moins, une présence accrue dans le débat public quotidien au sein de la classe politique locale.

L'adhésion relativement importante de la société civile à la démarche Batera par exemple apparaît comme le signe effectif d'un resserrement significatif du rapport de force symbolique au profit des sphères basquises quelle que soit leur nature (abertzale, euskaltzale et/ou départementaliste), alors que celles-ci demeurent, électoralement, largement minoritaires.

Au printemps 2012, dans un nouveau contexte politique lié à la fin de la lutte armée, la revendication de reconnaissance politico-territoriale a des chances d'apparaître moins transgressive qu'hier et ce, tant au regard du jugement de nombre d'élus locaux que de l'opinion d'une part grandissante de la population. Pour le moins, cette évolution indique un changement de paradigme des rapports individuels et collectifs quant à la reconnaissance d'Iparralde.

Dans ce contexte les résultats de la présente étude apparaissent comme un indicateur important du regard que portent les sphères abertzale sur les priorités et postures stratégiques à adopter pour l'avenir, que celui-ci corresponde aux échéances électorales prochaines ou à des perspectives plus lointaines.

La problématique générale du mouvement abertzale de gauche :

En ce qui concerne la problématique générale qui a poussé à la mise en place de cette enquête, à savoir celle de la recomposition du mouvement abertzale de gauche et du rassemblement des forces qui le composent, il faut noter d'emblée que la tendance à vouloir construire une dynamique commune apparaît très clairement. A la question « Est-il temps de franchir le pas pour dépasser les divisions ? », une très grande majorité (90%) répond « oui ». Seul 2% répondent « non ».

A cette donnée, il est pertinent de joindre le « niveau d'adhésion à la nouvelle stratégie de Batasuna ». En effet, 68% des répondants sont d'accord avec cette nouvelle stratégie (30.8% d'« accord total » et 37.8% de « plutôt d'accord »). Et seulement 2.9% marquent leur désaccord ou leur indifférence. Par ailleurs, plus de 92% (G16) considèrent le rassemblement des forces abertzale comme une priorité.

Autre point central, l'adhésion aux objectifs historiques du mouvement, à savoir la mise en place d'une société socialiste (86%) et l'indépendance d'Euskal Herri (78%), est elle-aussi clairement affichée (G5 et G6). A noter que la revendication de « société socialiste » remporte un « accord total » plus large (59%) que la revendication d'« indépendance d'EH » (52%).

I. L'enquête

A l'origine, l'idée était de consulter l'ensemble des militants « abertzale de gauche », sans qu'une délimitation précise n'ait été définie, ni même puisse être pratiquement proposée.

De fait, le réseau déployé et activé pour toucher les personnes potentiellement concernées a atteint un ensemble plus large qu'envisagé *a priori*. On comptait toucher 800 à 1000 personnes et 600 réponses étaient souhaitées ; 3 600 questionnaires ont été distribués et finalement 1 650 sont revenus.

Il n'y a pas eu besoin d'opérer de relance, au moins au niveau global : les trois quarts (1250) des retours étaient effectifs à la date butoir initialement fixée.

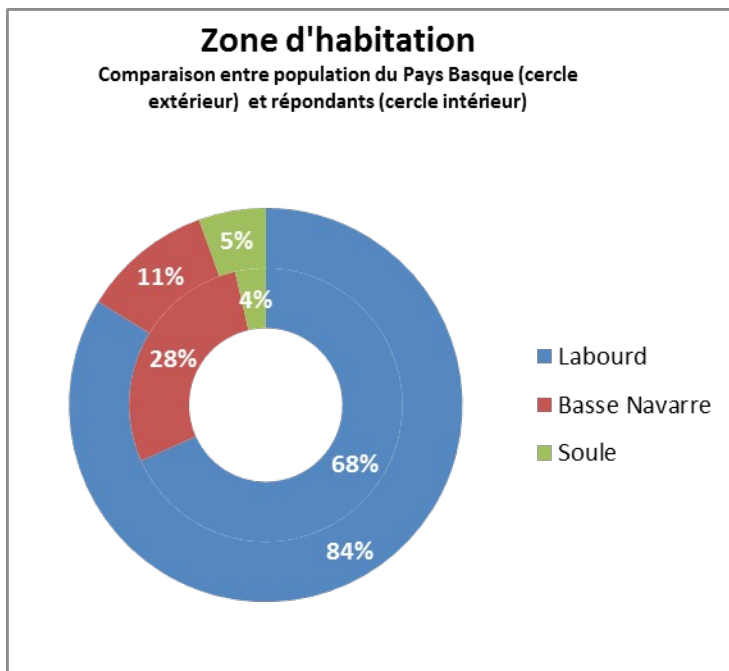
La liberté de réponse que suppose cette « enquête citoyenne » renvoie à une définition du militantisme probablement polymorphe et hétérogène, correspondant à une autodéfinition implicite dont un aspect s'exprime justement par le fait positif de répondre à cette enquête.

a. La distribution géographique des répondants

92,6% des répondants ont précisé leur origine géographique (lieu de résidence). Parmi eux, 17 (1%) viennent du Sud ou habitent hors du Pays Basque.

Sur l'ensemble des résidents en Iparralde, les 2/3 habitent le Labourd (associé à la Côte, essentiellement). Très représentés dans l'enquête, ils sont néanmoins sous-représentés relativement à leur part dans la population correspondante (84%).

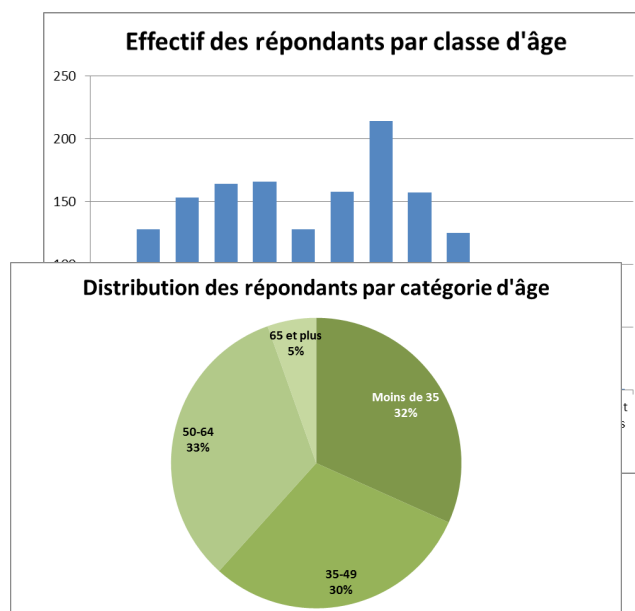
Ce sont les bas-Navarrais qui sont relativement surreprésentés (28% dans l'enquête contre un poids dans la population de seulement 11%). La Soule est *a priori* la moins représentée, à la mesure de l'importance de sa population (4% dans l'enquête contre un poids de 5%).



b. La distribution par sexe et la distribution des âges

7,4% des répondants ne précisent pas leur sexe. Pour les 1527 répondants renseignés, 56% sont des hommes et 44% des femmes. On dispose donc d'une distribution bien pourvue en effectif de chacun des deux genres.

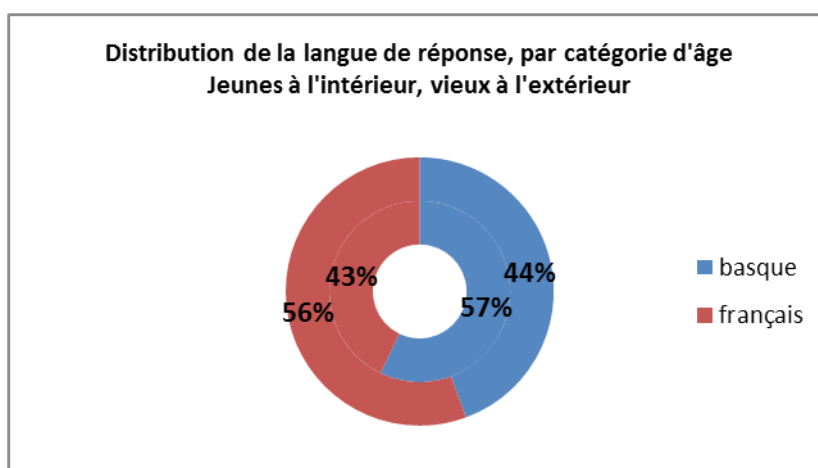
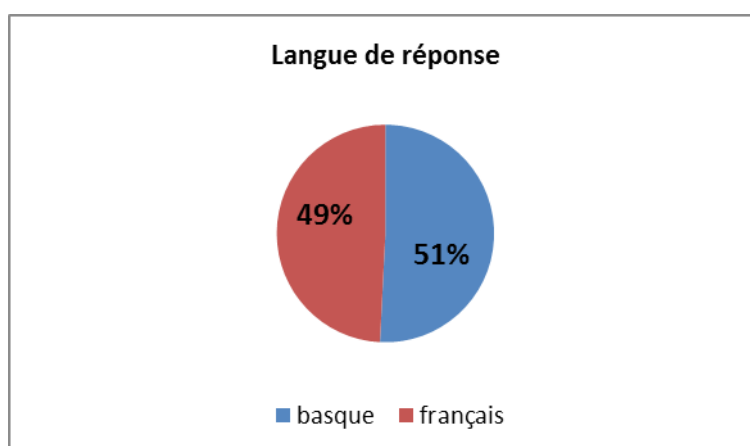
La distribution des âges est connue année par année, selon la déclaration des répondants. L'âge moyen et l'âge médian sont tous deux de 43 ans.



c. La langue de réponse

Cette donnée indirecte est fournie du fait de l'obligation pratique de répondre au questionnaire dans l'une ou l'autre des deux langues. 51% ont répondu en basque et 49% en français. On constate donc une forme d'« équilibre » quant à l'usage d'une des deux langues. Ceci posé, des variations nettes de ce ratio apparaissent selon les autres caractéristiques.

Ainsi, les taux varient amplement selon les catégories. A titre d'exemple, ce taux va de 37% des femmes navarraises les moins jeunes utilisant la langue basque aux 61% de jeunes femmes labourdines ayant le même comportement.



- II. Les domaines d'unanimité : langue basque et institutionnalisation

Les domaines qui touchent à la langue basque et à l'institutionnalisation du Pays basque nord doivent être considérés comme des domaines d'unanimité.

a. Langue basque

Les données concernant la langue basque doivent être lues en référence au contexte sociolinguistique très marqué par la marginalisation accrue de l'usage social de la langue basque. En effet, entre 1991 et 2006, le nombre de bascophones est passé de 34% à 22,5 % de la population¹. Ceci étant, quelques données permettent aux militants de la langue basque de rester optimistes et mobilisés pour répondre à la gravité de cette situation diglossique défavorable à l'euskara : au sein de la jeune génération des 16-24 ans, le nombre de bascophones est passé, entre 1996 et 2006 de 11,6% à 16% (*Le Journal du Pays Basque*, 26/09/2009).

L'amélioration de la situation de l'euskara

En ce qui concerne la question portant sur l'amélioration de la situation de l'euskara, une majorité des répondants (56%) considèrent que celle-ci a moyennement progressé (note 5, 6 et 7 sur une échelle de 0 à 10). 31% considèrent que cette situation n'a pas ou très peu progressé (G1_1). La note moyenne de bilan, 5,1 est dans la moyenne d'ensemble des notes de bilan, et avec les 2/3 des notes bien groupées entre 4 et 7, rien ne penche en faveur d'une opinion globale de progression ou de régression.

- L'officialisation de la langue basque

(G7_1) Une des données les plus significatives de cette enquête concerne la question de l'officialisation de l'euskara, qui est postulée comme objectif à court/moyen terme. C'est l'objectif qui obtient le meilleur score moyen, 9,6/10 ; la quasi-totalité des répondants (97%) considère l'obtention de l'officialisation de l'euskara comme « importante » avec un pic de plus de 86% des répondants le notant « 10 ».

Ce résultat doit être complété par la question (G13_3) concernant l'Office public de la langue basque : 19% penche plutôt pour dire que cet organisme « contrarie » la reconnaissance de la langue basque. 56% considère au contraire qu'elle « favorise » cette reconnaissance. Et sur une échelle de 1 à 10, 13% choisissent l'échelle 5. Par ailleurs, pour ce qui est de la filière publique des écoles bilingues (G13_5), 30% considère que cette filière « contrarie » la reconnaissance politique d'Iparalde, 40% pense au contraire qu'elle la « favorise ». Par ailleurs, 19% ne se prononce ni pour l'un ni pour l'autre (échelon 5 sur une échelle de 0 à 10). Et 7% répond « je ne sais pas ». Concernant les effets du système bilingue public, les avis sont donc ici très partagés.

Dans ce contexte, 90% considère que les campagnes de type Deiadar pour l'officialisation de l'euskara (G15_6) sont une « priorité » (34%) ou « la première des priorités » (56%), 4%, une « priorité relative ».

Les résultats concernant la langue basque confirment amplement que les sphères abertzale considèrent l'euskara comme le référentiel culturalo-identitaire commun de la société pour laquelle elles militent.

-

¹ Rendue publique en 2006, une enquête sociolinguistique, menée sous la responsabilité du Sous-Ministère à la Politique linguistique du Gouvernement Autonome Basque d'Euskadi en partenariat avec l'Office Public de la Langue Basque (OPLB), indique en effet qu'en Iparalde, 22,5% des habitants sont bilingues bascophones, 8,6% sont bilingues réceptifs et 68,9% non-bascophones.

b. L'institutionnalisation du Pays basque nord

Second enseignement principal de cette enquête, la question de l'institutionnalisation du Pays basque nord doit également être considérée comme un domaine d'unanimité. Ainsi, à la question « obtenir une reconnaissance politique et institutionnelle pour Iparralde » (G7_3), plus de 85% considère comme « important » à « très important » cette reconnaissance (notes 8 à 10 sur une échelle de 0 à 10). Après la langue, c'est l'objectif qui obtient le meilleur score.

Par ailleurs (G8), la majeure partie (83%) est d'accord - « Tout à fait d'accord » (49%) ou « Plutôt d'accord » (35%) - pour considérer la revendication d'un statut d'autonomie pour Iparralde comme une première étape dans la voie de l'émancipation d'Euskal Herria vis-à-vis de l'Etat français.

Enfin (G9), 83% des répondants considèrent que l'idée de reconnaissance politique et institutionnelle d'Iparralde bénéficie aujourd'hui dans la société du Pays basque nord d'un soutien « Plus important » (52%) ou « Aussi important » (31%). Dans ce contexte, (G7_9) 85% considère comme « important » à « très important » l'obtention de la création d'une université de plein exercice en Iparralde (notes 7 à 10 sur une échelle de 0 à 10) avec un pic de 50% pour la note 10. Cet objectif fait, relativement à l'ensemble des 20 objectifs proposés, un score moyen quoiqu'élevé.

Pour ce qui est de la perception du rapport de force politique avec l'état français, la question « Dans le contexte français actuel, vous semble-t-il qu'aujourd'hui la possibilité d'une reconnaissance institutionnelle d'Iparralde de la part de l'Etat français est, par rapport à il y a dix ans, plus faible, plus grande, identique ? » (G10), 52% répondent « identique », 23% « plus faible », et 14% « plus grande ».

Dernier point relativement secondaire, l'incidence des abertzale au sein des institutions élues (communes, intercommunalités, Conseil Général) (G1_12) est considérée à 48% comme ayant moyennement progressé (notes de 5 à 7). La note moyenne s'élève à 5,1 un peu plus haute que la note d'ensemble, médiocre.

Cette question de l'institutionnalisation apparaît donc comme un point-clé mais sa mise en œuvre apparaît problématique.

Jugement sur la démarche Batera

L'enquête comprend de nombreuses questions concernant la plate-forme Batera (G11_1). Un taux élevé (note : 7,1 ; 70% avec un pic de 23% pour la note 10) dit être « d'accord » à « tout à fait d'accord » avec l'idée selon laquelle Batera a réussi à mobiliser des secteurs plus larges autour de la reconnaissance politique et institutionnelle du Pays basque nord (G11_12). Mais le travail de Batera ne conduit pas à convaincre que la voix du Pays basque est audible à Paris (score 5,4 et 20% de non-réponse).

Les notes d'accord sur le fait que Batera a « contribué à diluer la revendication institutionnelle et a cantonné le travail avec des secteurs larges » sont de 5 : neutralité parfaite avec 25% de non-réponse. Ces items contiennent un maximum d'indécision.

Si on se tourne vers l'avenir, le degré d'adhésion à l'affirmation suivante « Nous devons poursuivre la dynamique en faveur de la collectivité territoriale aux côtés des secteurs de Batera » (G12_1), obtient un score très positif de 7,3. 13% se dit « en total désaccord » à « en désaccord » quand 62% se dit « en accord » à « tout à fait en accord » avec un pic de 33% pour la note 10 qui correspond à « tout à fait d'accord ». 11% répond « je ne sais pas ».

Résultat similaire, en ce qui concerne le degré d'adhésion à l'affirmation « La revendication de collectivité territoriale Pays Basque est compatible avec celle de l'autonomie » (G12_2), avec une

note de 7,0. 15% se dit être en « désaccord » ou « en total désaccord » quand 54% est « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec un pic de 26% pour la note 10. 16% répond « je ne sais pas ».

La semi-institutionnalisation d'Iparralde (prospective Pays basque 2010,...)

Par ailleurs, un certain nombre de questions portent sur la semi-institutionnalisation. L'électorat abertzale perçoit de façon très variable le degré d'efficacité des différentes tentatives de semi-institutionnalisation du Pays Basque Nord initiées à partir du début des années 1990.

C'est l'Institut Culturel basque et l'Office Public de la langue basque qui semblent, et de loin, les plus favorables au projet de reconnaissance politique, avec les notes respectives de 7,1 et de 6,4. Ils se détachent des autres tentatives : de plus, ils connaissent les plus faibles taux de non-réponse (12%) de ce sujet.

Ensuite, on trouve trois institutions de même niveau, médiocre en termes de note, très mitigées en termes d'interprétation.

Le Conseil de développement vient d'abord, avec une note de 5,3, 23% penche plutôt pour dire que cette semi-institution contrarie la reconnaissance politique d'Iparralde ; 30% considère au contraire qu'il favorise cette reconnaissance (G13_1). Et 25% dit ne pas savoir se prononcer sur ce sujet. 16% répondent ni l'un ni l'autre en optant pour la note 5. On peut donc à la vue de ces deux derniers chiffres avancer l'idée selon laquelle 41% des répondants, c'est-à-dire la plus forte proportion des répondants, restent dans l'incertitude quant à l'efficacité du Conseil de développement pour la reconnaissance politique d'Iparralde.

On retrouve les mêmes tendances en ce qui concerne le Conseil des élus (G13_2), même note. 25% penchent plutôt pour dire que cette semi-institution contrarie la reconnaissance politique d'Iparralde ; 31% considère au contraire qu'il favorise cette reconnaissance. Et 22% dit ne pas savoir se prononcer sur ce sujet. 16% répondent ni l'un ni l'autre en choisissant la note 5. Aussi, au total, les indécis représentent 38% : résultat contradictoire et mitigé.

Même note enfin pour la filière publique des écoles bilingues, avec peu d'indéterminés (12%). A cheval entre la dimension Langue (dont on sait qu'elle est facteur d'unanimité) et la dimension instrument, les répondants s'attachent au second aspect.

(G13_4) Pour ce qui est de l'Etablissement Public Foncier Local (EPFL), note 4,9, 24% considère que cet organisme contrarie la reconnaissance politique d'Iparralde. 23% pense qu'elle la favorise. Et, surtout, 31% ne se prononce pas et 14% ne se prononce ni pour l'un ni pour l'autre. Aussi, au total, 45% sont indécis. Ce chiffre élevé peut être dû à la méconnaissance de cette structure.

Mentionnons pour mémoire la note vertigineuse de l'Antenne délocalisée de la CA64, qui plonge à 2,7.

Udalbiltza

Deux questions portaient sur l'initiative Udalbiltza. Elle n'est pas en tête des scores de priorité parmi celles proposées. 72% considère cette institution comme une « priorité » (35%) ou « la première des priorités » (37%). A ajouter à cela, 11% qui considèrent la relance d'Udalbiltza comme une « priorité relative ». Par ailleurs, 10% répond « je ne sais pas » (G15_5). Par ailleurs, 69% considère que cette institution mériterait d'être renforcée (G17_1).

Campagnes massives autour de l'institutionnalisation

Enfin, pour clore ce volet institutionnel, soulignons que la mise en place de campagnes massives autour de l'institution est une initiative considérée comme prioritaire de la même façon que la précédente (« priorité relative » 14%, « priorité » 41%, « première des priorités » 35%) (G15_6). Dans ce contexte, Laborantza Ganbara est considérée mieux classée dans l'ordre des priorités (« priorité relative » 4%, « priorité » 39%, « première des priorités » 53%) (G15_8).

III. Les « sous-domaines » : *Prisonniers politiques, Foncier, Agriculture paysanne, Jeunesse, Syndicalisme et Féminisme*

a. Les prisonniers politiques

Passons maintenant au compte-rendu des résultats concernant l'objectif de libérer les prisonniers politiques basques (G7) – noté 10 par 63% de réponses –, objectif considéré parmi les objectifs à court/moyen terme du mouvement abertzale : 90% des réponses le jugent important. La dynamique engagée avec les mobilisations en faveur de *preso* est pareillement plébiscitée pour être renforcée dans l'avenir dans le sens où 89% des répondants estiment cette dynamique à renforcer, se positionnant juste derrière le problème de la spéculation immobilière et foncière (95%) et la nécessité de renforcer *Laborantza Ganbara* (92%).

Les répondants sont tout aussi nombreux à penser qu'il faille obtenir à court terme la reconnaissance d'un statut politique des prisonniers politiques basques et garantir leur participation à un processus de résolution du conflit.

b. Le foncier

Le ralentissement de la spéculation foncière et immobilière est considéré par les répondants comme l'objectif ayant le moins progressé parmi les 17 objectifs proposés (G1). C'est, avec une note de 3,1, le moins bien noté des 17 bilans. Pratiquement un quart d'entre eux (21% de réponse « 0 ») affirment même qu'il n'a pas du tout progressé.

On note dans le même temps que ce sentiment de régression est plus fort en Labourd qu'en Soule (15%) et en Basse-Navarre (16%) contre 24% en Labourd², ce qui semble en accord avec la pression immobilière, plus forte sur la Côte.

Indifféremment du lieu d'habitation, la question foncière figure cependant parmi les préoccupations premières des abertzale dans la mesure où « faire stopper la spéculation foncière et immobilière » apparaît en troisième position des scores des objectifs que la gauche abertzale pourrait s'assigner à court/moyen terme (65% estimé très important – avec 10, la note maximale) : note 9,2, juste derrière l'officialisation de l'euskara et la reconnaissance politique et institutionnelle pour Iparralde (65%).

Confortant cette idée, le ralentissement de la spéculation foncière et immobilière figure parmi les quatre premiers types de luttes à renforcer. Avec 95% de réponses qui le considèrent comme une priorité, cette lutte se distingue des autres comme étant la première priorité, avant même celle de Laborantza Ganbara (92%), des campagnes pour l'officialisation de l'euskara (90%) ou encore de la mobilisation des *preso* (89%).

Le caractère prioritaire est d'autant plus important qu'il s'agit avant tout d'une priorité absolue : les mobilisations contre la spéculation foncière et immobilière sont identifiées comme faisant partie des

² A titre informatif, la note moyenne pour chaque province est de 2.92 pour la province de Labourd, 3.61 pour la province de Basse-Navarre et 3,80 pour la province de Soule.

Les types de luttes à renforcer dans l'avenir Les mobilisations contre la spéculation foncière et immobilière (G15_3)

« premières des priorités » à renforcer dans les années à

Distribution en % des réponses

	Effectif	Sans réponse	Pas prioritaire	Peu prioritaire	Prioritaire	1ère priorité	Ensemble
Labourds	1030	1	0	3	36	59	100
B. Navarre	424	1	1	3	31	63	100
Soule	55	2	0	0	47	51	100

venir, et ce, dans chacune des provinces.

Pourtant, les répondants ne se prononcent que partiellement sur l'Etablissement Public Foncier Local (EPFL), défini dans l'enquête comme un outil que « l'Etat français et la classe politique locale ont mis en place avec la participation d'un certain nombre d'acteurs sociaux » (G13-4). La caractéristique principale réside sans doute ici dans la part importante de « non réponse » (40%) qui peut signifier autant une difficulté à se positionner qu'une méconnaissance de cet organisme. Il s'ensuit logiquement que cet item amène globalement pour les répondants à une neutralité de réponse avec une note moyenne de 4,93 (encore une fois indifféremment des provinces).

En tout état de cause, les répondants placent la lutte contre la spéculation foncière et immobilière comme une des premières priorités. La facilité avec laquelle ce champ d'action grimpe en tête des priorités tient sans doute à ce que ce domaine de l'action politique contient peu d'idéologie pour un sujet d'aussi grande nécessité.

c. L'agriculture paysanne

A l'antipode de la spéculation foncière et immobilière, la défense de l'agriculture paysanne est considérée par les répondants comme le domaine dans lequel le mouvement a le plus progressé (G1). La note de progression, 6,75, est la plus élevée, et de loin. 10% donnent la note 10, aucun autre domaine n'atteignant une telle proportion.

Dans le même temps, le domaine de l'écologie, de la défense de l'environnement ne bénéficie pas d'une telle perception : (G1) note de 5,1. A titre de comparaison, seulement 1,5% des personnes le notent 10. Il y a bien une distinction nette opérée par les répondants entre les méthodes et les stratégies de travail en cours dans la sphère agricole du Pays Basque nord et les améliorations écologiques à l'œuvre.

Le renforcement de l'agriculture paysanne est identifié comme l'un des premiers objectifs à court-moyen terme pour le mouvement abertzale (G7_18), après l'officialisation de l'euskara, la reconnaissance politique et institutionnelle et le stop de la spéculation foncière et immobilière. De manière générale, la sphère agricole bénéficie d'un réel intérêt avec 82% (dont 54% de « très important ») qui identifient l'aide à l'installation des jeunes agriculteurs comme un objectif à court-moyen terme pour le mouvement abertzale (G7_19).

Logiquement, la note moyenne culmine à « 8,9 », avec un intérêt plus marqué chez les générations de plus de 35 ans. La note moyenne des jeunes de moins de 35 ans est de « 8,6 » contre une note moyenne de « 9 » pour les 35-59 ans et de « 9,1 » pour les plus de 60 ans. L'écart entre la note moyenne des moins de 35 ans et celles des deux autres classes (elles-mêmes non distinctes) tend à montrer l'intérêt relatif des jeunes vis-à-vis de cette problématique et surtout l'inquiétude des générations les plus âgées quant à l'avenir de l'agriculture en Pays Basque³.

Le SUAT (G 13_7) est identifié par les répondants comme l'outil mis en place par l'Etat français contrariant le plus la reconnaissance politique du Pays Basque nord (29% de note « 0 », 52% de notes inférieures à « 5 », 25% de non-réponses). Ce positionnement de défaveur de plus des trois quarts des répondants est sans doute à mettre en correspondance avec la revendication connue par ailleurs d'une Chambre d'agriculture en Pays Basque nord et du rôle jouer ces dernières années par Laborantza Ganbara.

Cette hypothèse est renforcée par l'arrivée en deuxième position (92% l'estiment « prioritaires ») de Laborantza Ganbara comme dynamique, lutte ou initiative à renforcer, juste après la spéculation immobilière (95%). On peut ici émettre l'hypothèse que ce consensus marque alors tout autant la volonté d'aboutir à une reconnaissance institutionnelle dans le domaine agricole qu'une reconnaissance du travail accompli par Laborantza Ganbara.

En tout état de cause, c'est la définition d'une agriculture paysanne pour le Pays Basque, disposant de ses propres institutions reconnues, qui fait l'objet d'un large consensus dans le mouvement abertzale de gauche.

d. La jeunesse

L'objectif d'amélioration des conditions de vie de la jeunesse en Pays Basque

L'objectif d'amélioration des conditions de vie de la jeunesse en Pays Basque figure parmi les bilans les plus négatifs (G1-5). Avec une note moyenne de « 3,5 », il arrive en avant dernière position dans la classe des objectifs ayant donc le moins progressé.

Avec 13% de réponses, cet item se caractérise par un très fort taux de réponses « 0 » (soit « n'a pas progressé »), à l'instar de l'item sur « le ralentissement sur la spéculation foncière et immobilière » (21%) et celui de « la mise en cause du déséquilibre Intérieur/Côte » (10%). L'âge des répondants n'a pas d'incidence sur les réponses, puisque les notes moyennes de cet item fluctuent extrêmement peu selon les catégories d'âge (entre « 3,4 » et « 3,7 »)

Si la note de cet item concernant la jeunesse est donc insensible à l'âge, on observe cependant que les tranches d'âges des « 15-19 ans » et des « 20-24 ans » enregistrent les taux les plus importants de notes extrêmes basses (24% et 17% de ces jeunes ont attribué une note de « 0 » contre 13% seulement pour l'ensemble des répondants).

Quelle influence des problématiques liées à la jeunesse dans le mouvement abertzale

A partir de ce bilan jugé négatif par les enquêtés, il reste maintenant à évaluer l'importance des problématiques liées à la jeunesse dans le renforcement ou non du mouvement abertzale. Influencent-elles sur le mouvement abertzale de gauche et si oui, de quelle manière ?

³ Une enquête plus poussée, qui aurait notamment pris en considération la variable des Catégories Socio-Professionnelles (CSP) aurait pu permettre de mesurer l'intérêt direct (professionnel notamment) que les répondants étaient susceptibles d'avoir. Un agriculteur aura peut-être une sensibilité plus grande sur cet objectif qu'un répondant qui n'a pas de relation directe avec la sphère agricole.

Avec une note moyenne de bilan de 5,3, très médiocre, la lutte des jeunes face à leurs conditions de vie ne constitue pas vraiment un facteur premier du renforcement du mouvement abertzale (G2-4). Une séparation nette (statistiquement très significative) se fait toutefois jour entre la catégorie des moins de 35 ans (plateau homogène entre les « moins de 20 ans », les « 20-24 ans », les « 25-29 ans » et les « 30-34 ans ») dont la note moyenne est de 5,8 et toutes les autres catégories de personnes plus âgées dont les notes moyennes s'étagent autour de 5,0 sans tendance particulière. Il semble ici que « 35 ans » constituent une ligne de rupture des variations de rapports à cette question.

Au-delà, le départ des jeunes (note 6,2 et 15% de note 10) est considéré comme un obstacle non négligeable gênant la progression du mouvement abertzale plus que la répression et la lutte armée, bien moins cependant que les divisions du mouvement abertzale (37% de notes « 10 ») (G3-4).

La définition des objectifs relatifs à la jeunesse pour les années à venir

Il convient désormais d'estimer la place attribuée, par les répondants, à la jeunesse pour l'avenir. Dans l'enquête, sur les objectifs que la gauche abertzale devrait s'assigner à court/moyen terme, trois objectifs sont explicitement consacrés aux jeunes : l'amélioration de leur condition de vie, obtenir une université de plein exercice et l'aide à l'installation des jeunes.

Premier constat : les notes moyennes sont très élevées (entre 8,5 et 8,9). Située plutôt dans le haut des notes d'importance des objectifs, cette information ne renseigne cependant pas sur l'intérêt objectif apporté à la jeunesse, tant l'ensemble de ces notes est élevé. Cet écrasement vers le haut ne permet pas de filtrer une spécificité des réponses en faveur de la jeunesse. En fait tous les objectifs apparaissent importants.

On a vu précédemment que l'intérêt accordé à l'aide à l'installation des jeunes augmente avec l'âge. Il en va de même pour les deux autres objectifs : plus les répondants sont âgés et plus l'objectif leur semble important. Alors même qu'on aurait pu penser que les plus concernés auraient jugés ces objectifs comme « très important », c'est sensiblement le contraire qui se produit.

Ainsi, les moins de 25 ans sont ceux qui accordent l'importance relative la moins forte à l'amélioration de la condition de vie des jeunes (note moyenne de « 8,0 » quand toutes les autres valeurs s'étagent entre « 8,4 » et « 9,3 »). Il y a là une coupure notable. Encore une fois, ceci ne signifie pas que les jeunes soient indifférents à ces objectifs, mais seulement qu'ils ne le considèrent pas comme un objectif « très important ».

La situation de l'objectif « obtenir/créer une université de plein exercice en Iparralde » est en tout point comparable avec l'objectif précédent, comme si la nature de l'item était indifférente (note d'importance : 8,6). On enregistre seulement une transition moins marquée entre les deux parties, la classe « 25-29 » ans jouant le rôle de classe charnière, entre les « moins de 25 ans » et les « 30 ans et plus ».

Parmi les priorités de « dynamiques, luttes ou initiatives » à renforcer dans les années à venir, une seule fait explicitement référence à la jeunesse (G15_10). Les autres priorités sont davantage axées sur des priorités dites sociales, écologiques et politiques englobant largement la population dans son ensemble, avec peu de distinction de publics dits « prioritaires ». La « dynamique en faveur des gaztexte » reste de ce point de vue-là le seul item consacré aux jeunes.

Si, à l'instar de tous les autres items, la dynamique en faveur des gaztexte est majoritairement reconnu comme prioritaire, elle figure parmi les objectifs les moins prioritaires. Avant dernier item devant le réchauffement climatique (60% de réponses estimant qu'il s'agit d'une « priorité »), l'item sur la dynamique en faveur des gaztexte n'obtient « que » 71% de réponses « prioritaires ». Dans le

détail, 44% des répondants estiment qu'il s'agit d'une « priorité » contre 27% qui considèrent cette dynamique comme une « première des priorités ».

e. Le syndicalisme

Modalités de participation d'un militant abertzale à un syndicat

Avec une note moyenne de 4.91, les répondants sont mitigés quant à la progression du mouvement dans l'objectif d'un ancrage d'un syndicalisme abertzale (G1_4). La particularité réside alors dans le taux élevé de « non réponse » (11%). Ce taux d'abstention important tient peut-être en partie à une majorité de personnes non affiliées, donc plus éloignées des problématiques syndicales et qui finalement ne se sentent pas compétentes voire légitimes pour répondre.

Malgré cette non affiliation majoritaire, ils sont cependant 75% à considérer que les luttes sociales (syndicales, féministes, logement, mouvement en faveur des retraites...) revêtent une égale importance par rapport au combat abertzale (G21). Ils ne sont au contraire que 7% à considérer qu'elles sont de moindre importance (contre 12% de « plus d'importance »). Cette affirmation d'égale importance contraste avec le taux minoritaire de syndiqués à un mouvement abertzale (voir plus bas).

28% des répondants affirment être affiliés à un syndicat abertzale contre 49% de « non affiliés » et 23% de « non réponse » (G24). Même si l'enquête ne permet pas de l'affirmer, on compte sûrement parmi ces derniers des retraités, inactifs voire étudiants.

Cette dissonance s'explique peut-être par le fait que la question de l'appartenance à un mouvement de luttes sociales soit circonscrite à un « syndicat » et *a fortiori* abertzale. De plus, la définition même de « luttes sociales » est suffisamment large pour permettre une adhésion maximale des répondants à ces problématiques.

De toute manière, on observe ici un taux d'affiliation à un syndicat (ici limité pourtant au caractère abertzale) considérablement plus important que les taux connus d'affiliation à des syndicats au niveau hexagonal, taux inférieurs à 10%. Il y aurait là une spécificité des personnes concernées.

Parmi les affiliés, 80% sont d'accord (dont 50% « *Tout à fait d'accord* ») avec la nécessité de s'affilier à un syndicat abertzale contre 25% (dont 11% « *Tout à fait d'accord* ») à être d'accord avec la possibilité d'être membre d'un syndicat français.

Chez les non affiliés, les réponses sont plus mitigées : ils sont 47% à affirmer la nécessité de s'affilier à un syndicat abertzale (dont 18% de « *Tout à fait d'accord* ») contre 48% qui considèrent légitimement la possibilité de s'affilier à un syndicat français (dont 22% « *Tout à fait d'accord* »).

Il y a bien dissonance en fonction de l'appartenance syndicale abertzale. Pour les syndiqués abertzale, les deux propositions apparaissent sinon contradictoires tout au moins peu cohérentes. Pour les non syndiqués dans un syndicat abertzale, l'affiliation à un syndicat abertzale ou un syndicat français est quasi « équivalente », avec même une légère préférence pour une affiliation à un syndicat français. Parmi tous les répondants à l'enquête, on distingue une majorité de personnes favorables à une affiliation des abertzale dans un mouvement syndical abertzale : 57% affirment cette position contre 16% qui y sont hostiles. Alors qu'on pourrait s'attendre à un positionnement inverse pour l'affiliation à un syndicat français, ils sont 39% à considérer qu'un abertzale « peut parfaitement être membre d'un syndicat français » contre 29% d'hostiles.

Ainsi, il n'y a pas vraiment de consensus sur une attitude à adopter, même si une petite majorité pense nécessaire de s'affilier dans un syndicat comme ELB ou LAB. S'ils sont plus nombreux à donner la priorité à une affiliation abertzale, il semble exister dans les représentations une césure, partielle au moins, entre la sphère du travail et la sphère politique.

Modalité	D'accord	Indifférent	Pas d'accord	Non-réponse
Devrait être affilié à des syndicats comme ELB ou LAB	57	15	16	11
Peut parfaitement être membre d'un syndicat français	39	19	29	13

Si les réponses sont quelque peu mitigées sur la nécessité de s'affilier à un syndicat abertzale, le travail en commun (et non l'affiliation...) à mener avec certains syndicats français de gauche ne marque cependant pas une volonté manifeste d'opérer des rapprochements avec les syndicats les plus ancrés à gauche. Ainsi, jamais la priorité de travail avec un syndicat (priorité + 1^{ère} priorité) n'atteint 25%. De plus, les proportions de non-réponse s'envolent entre 40% et 58%. C'est le syndicat Sud qui serait le mieux considéré à cet égard, avec 24% de prioritaire. Il est suivi de la CGT et la CFDT à 22-23%, les autres ne dépassant pas 15%. -

Travail avec les Syndicats⁴

Syndicat	Prioritaire	Non prioritaire	Non-Réponses
SUD	24	27	49
CGT	23	36	41
CFDT	22	37	41
CNT	15	30	55

⁴ Pour une plus grande visibilité, les 4 niveaux de priorité proposés dans l'enquête ont été regroupés en 2 catégories, l'une de non-priorité pratique, (Pas du tout prioritaire + Priorité relative), l'autre de priorité effective (Priorité + Première priorité).

FSU	10	33	57
UNSA	6	36	57
CFTC	5	41	54
Ensemble	18	38	45

f. Le féminisme

La fin des discriminations de genre est perçue par plus de 45% des répondants comme un objectif « très important » (note de 10) à court/moyen terme pour la gauche abertzale (G7). Cette prise en considération, relativement importante, doit cependant être appréhendée à l'aune de deux facteurs.

Tout d'abord, la hiérarchie des notes moyennes obtenues pour l'ensemble de la question. Il s'agit ici d'opérer une clarification par contraste⁵ en comparant ce résultat à ceux des autres items. Sans réduire l'importance donnée à cet objectif par les enquêtés, on se rend alors compte qu'elle est toute relative : la fin des discriminations de genre figure parmi les items les moins souvent prisés pour être un objectif à court/moyen terme pour le mouvement de gauche abertzale⁶. Il est à ce stade nécessaire de prendre en considération le caractère « généraliste » de cet item comparé à d'autres items plus pragmatiques (« stopper le projet de la LGV », « faire baisser d'intensité la répression », « aider à l'installation de jeunes agricultures »...) et donc peut-être plus parlant pour les enquêtés.

Ceci dit, cette importance relative s'explique également au prisme de la deuxième variable : la variable de sexe. Ici, les notes de 0 à 4 représentent moins de 4% des femmes, moins de 7% des hommes tandis que les « non-réponses » sont en proportion anecdotiques.

La différence majeure réside alors dans l'attribution de la note 10 : tandis que tous les items (de 4 à 9) voient une prédominance masculine, la note « ultime » a été choisie par 54% des femmes contre seulement 38% des hommes. Même dans le mouvement abertzale de gauche, les luttes féministes semblent encore être largement considérées comme « une affaire de femmes ».

Cette affirmation semble se vérifier avec les notes attribuées sur le bilan du mouvement abertzale dans « les luttes féministes contre les inégalités et discriminations de genre » (G1_7) Dans un premier temps, les distributions selon la variable de sexe ont des allures globalement similaires : elles ont une culmination à la note « 5 », une légère pointe à l'extrémité « 0 » (n'a pas progressé) et une part non négligeable de « non réponse ». Quand on observe la distribution détaillée, on remarque que les notes allant de « 0 » à « 6 » sont plus fréquemment retenues chez les femmes tandis que les notes de « 7 » à « 10 » (a beaucoup progressé) ont davantage été attribuées par des hommes.

Dans l'ensemble, les femmes apparaissent plus critiques quant au bilan des luttes féministes, peut-être parce qu'elles ont des raisons objectives d'être plus constamment sensibles aux effets de l'identité de genre, dans un monde où la norme – au double sens de modèle et de moyenne – est le masculin. Au-delà des déclarations d'intentions, les mentalités semblent évoluer péniblement.

Au vu des résultats de l'enquête, le féminisme ne constitue donc pas une priorité – si ce n'est relative – dans les objectifs majeurs de l'ensemble du mouvement abertzale de gauche aujourd'hui.

⁵ Charles Taylor

⁶ A partir des 20 items proposés, des distinctions ont été opérées. Au total, 7 classes ont été définies. A titre d'illustration, l'officialisation de l'euskara est dans la classe A avec une moyenne de 9,61 quand la fin des discriminations de genre obtient une moyenne de 8,24.

Aussi, la société non-patriarcale comme alternative au capitalisme (G20) arrive logiquement en queue de peloton avant la décroissance : si 46% considèrent qu'il s'agit d'un concept « important » ou « très important », un quart d'entre eux (25%) estiment au contraire qu'il s'agit d'un concept « peu » ou « pas important ». Enfin, 30% des personnes ayant répondu n'ont pas souhaité répondre.

Ces réponses, comme les précédentes, doivent être éclairées au prisme de la variable de sexe : les femmes sélectionnent davantage « très important » (26% contre 17% pour les hommes) tandis que les hommes privilégient davantage les importances « relatives » (30%) ou « nulles » (18%). Il faut enfin souligner l'importance de l'indétermination : près de 20% des hommes comme des femmes choisissent « ne sait pas ».

Les luttes sociales en générale, partie intégrante du combat abertzale

Pour ce qui est de la perception de la dimension sociale des luttes du mouvement abertzale de gauche, selon une majeure partie des répondants les « luttes sociales » sont « aussi importantes » (75%) que le « combat abertzale ». Ceci montre bien que dans l'esprit de la majorité, les luttes sociales font partie intégrante du projet abertzale de gauche. 12% les considèrent même « plus importantes » que les luttes strictement abertzale. Parallèlement, 31% considèrent que le mouvement abertzale n'est pas assez engagé dans les luttes sociales. Cela dit, 50% considèrent au contraire qu'il est « assez engagé » dans les luttes sociales.

IV. Perceptions des initiatives

<i>Initiative</i>	<i>Positive</i>	<i>Scepticisme</i>	<i>Négative</i>	<i>Non-réponse</i>	<i>Total</i>
<i>Candidatures de Bildu en Hegoalde</i>	83	5	1	11	100
<i>Trêve de l'ETA</i>	82	8	2	8	100
<i>Statuts de Sortu</i>	63	8	2	27	100
<i>Accord de Gernika</i>	63	6	0*	30	100
<i>Accord stratégique avec EA</i>	57	16	1	26	100
<i>Déclaration de Bruxelles</i>	56	9	1	34	100
<i>Ensemble</i>	67	9	1	23	100

Globalement, les jugements sur les initiatives (G34) se révèlent majoritairement positifs (67% dans l'ensemble), avec une absence de jugement négatif (1%) et un scepticisme contenu (9%).

La trêve d'ETA et la *Candidature de Bildu* en Hegoalde bénéficient d'un jugement très positif avec respectivement 82% et 83% de réponses abondant dans ce sens. Le faible taux de réponses négatives (respectivement 2% et 1%), allant de pair avec un faible taux d'indétermination (8% et 11%), confirme l'hypothèse d'un fort consensus autour de ces initiatives.

Si les autres initiatives sont évaluées positivement par les répondants, on note toutefois des taux d'indétermination fort variables. Cette variabilité ne doit cependant pas effacer un taux d'indétermination moyen important (23%) avec des pics selon les questions (jusqu'à 34% de « non réponse »).

Ensuite, *Les statuts de Sortu* et *l'Accord de Gernika* suivent avec 63% de positifs chacun mais 27% et 30% respectivement de répondants non déterminés. De tels taux (26% et 34% d'indéterminés) se retrouvent pour les deux dernières initiatives *Accord stratégique avec EA* et *Déclaration de Bruxelles*, qui recueillent encore 56-57% de perceptions positives. Ces 4 initiatives forment un groupe homogène relativement aux deux premières plus nettement et mieux considérées.

Une des données importantes de cette question réside alors sans doute dans le taux de méconnaissance. Plus les initiatives ont été médiatisées, moins le taux de méconnaissance est élevé.

V. Les perspectives du mouvement abertzale

a. Stratégie politique : la nécessité du travail en commun du mouvement abertzale

Le rassemblement des forces abertzale ne laisse pas indifférent (G16) : avec 92% de répondants, il existe même une très forte adhésion à l'idée de mener un travail en commun, adhésion nuancée cependant par un taux non négligeable de « plutôt d'accord » (23%) au détriment des « tout à fait d'accord » (69%).

Pour une large majorité des enquêtés (82%), les avancées du mouvement abertzale (G31) sont conditionnées par le dépassement des divisions entre les sensibilités au sein de la gauche abertzale. Le faible taux de désaccord (1%), d'indifférence (5%) ou de non-réponses (8%) ne doit cependant pas éclipser le fait qu'il s'agisse d'un positionnement en partie à nuancer.

Un peu plus de la moitié des enquêtés seulement (52%) se disent « tout à fait d'accord » alors que les « plutôt d'accord » représentent 30%. Cet accord nuancé tend à montrer la persistance de clivages au sein du mouvement. Cette césure, elle-même, est toutefois à relativiser dans le sens où 90% (G32) des répondants estiment qu'il est temps de franchir un pas pour dépasser les divisions au sein des sensibilités de la gauche abertzale contre 2% de « non » et 7% de non-réponses.

En ce qui concerne la question de la lutte armée (G3) :

Un élément particulier apparaît au titre de la statistique : la lutte armée. Jugée « peu favorisante » relativement à l'ensemble elle est pourvue d'un taux de non-réponse bas (4,4%) et surtout, la distribution de ses notes se distingue –et elle seule–, des autres par une dispersion bien plus grande. Il règne sur la question beaucoup plus de différences entre les notes des répondants que sur tout autre élément (moins de cohésion).

Il faut souligner que d'après les résultats obtenus, le contexte structurel, à savoir notamment les « divisions au sein du mouvement abertzale », « le poids démographique du BAB » ou encore « le départ des jeunes », est considéré comme gênant davantage la progression du mouvement que n'a pu le faire la lutte armée, facteur gênant qui n'arrive qu'en 6^e position. Si la lutte armée est considérée comme un facteur gênant, elle n'est pas considérée comme le principal facteur ralentissant la progression du mouvement ceci d'autant plus que dans le contexte politique actuel cette question n'est plus d'actualité.

b. Fonctionnement à l'échelle de l'ensemble du Pays basque

Si le mouvement se révèle plutôt unanime quant à la stratégie politique, il en va différemment de son fonctionnement. De manière triviale, on pourrait dire que les militants s'accordent sur les valeurs à défendre, les normes à mettre en place pour y parvenir mais pas nécessairement sur le processus pragmatique. Si la majeure partie estime qu'il est au moins intéressant (84%) d'opter pour l'organisation d'un mouvement de la gauche abertzale à l'échelle des sept provinces, il existe un clivage sur sa « nécessité » : 45% d'entre eux estiment « nécessaire » un mouvement de la gauche abertzale organisé sur les sept provinces et 39% estiment que l'idée « peut être intéressant[e] ». Enfin, 10% estiment l'organisation de la gauche abertzale à l'échelle de tout le Pays Basque (nord et sud) n'est « pas nécessaire » (7%) ou « inopportun » (3%) tandis que 6% ont souhaité ne pas répondre.

Cette distinction de différentes tendances s'accroît encore davantage au moment de définir l'organisation d'un tel mouvement.

On note ici un clivage entre ceux qui considèrent qu'il faut un fonctionnement intégré (34%) et ceux qui privilégient la forme d'une coordination/confédération (40%). On constate donc une tendance affirmée à opter pour un fonctionnement coordonné entre côté nord et côté sud. Cette option peut être relativisée avec le taux de non-réponses. En effet, significativement, les scores des quatre propositions sont devancés par le taux de non-réponses qui atteint 26%.

La prudence est d'autant plus de rigueur qu'à l'intérieur de cette question, les réponses sont partagées selon les quatre items.

Cela dit, il apparaît tout de même que les résultats dans leur ensemble penchent clairement en faveur du fonctionnement national. La réponse à la question « Comment faire bouger Paris ? » le confirme. C'est l'item « La mise en place d'outils concrets reposant sur notre dimension nationale constitue le levier fondamental pour changer la donne en Iparralde » qui obtient le meilleur résultat.

Totalement intégré au niveau national dans un seul mouvement	15%
Fonctionnement intégré mais fonctionnement autonome d'Iparralde	19%
Fonctionnement coordonné de deux mouvements (Nord et Sud)	18%
Confédérations nationales des différents mouvements (Nord et Sud)	22%

c. Stratégie électorale

Clairement, en ce qui concerne la question de la stratégie électorale à envisager (G26), la participation aux élections de « proximité » a la faveur des répondants. Ils sont 95% à considérer le rendez-vous municipal comme important (« important » et « très important » confondus), dont 81% comme « très important ». Les élections cantonales arrivent en seconde position, avec 91% d'enquêtés estimant qu'il s'agit d'élections « importantes ». Ils sont cependant moins nombreux à les considérer « très importantes » (66%). Outre ce consensus fort pour ces deux échelons « locaux », les élections européennes dénotent également un intérêt particulier. 69% estiment qu'elles sont « importantes » (dont 34% « très importantes »).

A peine moins marqué, il existe également un intérêt certain pour les élections régionales, estimées par 64% d'entre eux comme « importantes » (dont 30% « très importantes »).

Les élections législatives, sénatoriales et présidentielles connaissent quant à elles un intérêt beaucoup plus mitigé (respectivement « 52% », 37% et « 20% »).

Dans la logique de ce consensus, la participation des abertzale au sein des institutions élues (G27) est appréhendée comme un élément renforçant le projet abertzale de gauche. Avec une note moyenne

d'ensemble de 8,5, les répondants jugent très positivement cette participation. A l'instar de l'importance attribuée à la participation aux élections, c'est l'échelon municipal qui arrive en tête avec une note moyenne de 9,01 (dont 62% de note « 10 »), suivi de la participation dans les Communautés de communes (note moyenne de 8,57 avec 51% de note « 10 »). La participation au Conseil général enregistre une approbation forte, mais relativement moins importante avec une note moyenne de « 7,9 ». Ils ne sont cependant plus que 42% à attribuer à cette participation une note de « 10 ».

Cette hiérarchisation, si relative soit-elle, s'observe également sur le taux de « non-réponses » (respectivement 5%, 8% et 10%). Cette moindre appréciation correspond alors à un moindre consensus et dans tous les cas à plus d'indécision.

En ce qui concerne le « bilan de la présence de EH BAI aux élections », près de 70% le considèrent positif (23.8% « très positif » et 46.1% « positif »). 17% se disent « mitigés » et seuls 1.9% le considèrent « négatif » ou « très négatif ». La démarche EH BAI emporte donc une très large adhésion et, en cela, l'idée de rassemblement des forces abertzale également.

Dans la perspective d'un travail commun à effectuer (G25) avec les partis politiques non-abertzale, on remarque que le caractère « prioritaire » de ce travail reste globalement inférieur au caractère non-prioritaire. EELV est la seule organisation pour laquelle l'aspect prioritaire domine légèrement le non-prioritaire (42% de « prioritaire » contre 37% de « non-prioritaire » et 22% de « non-réponses »). Le travail à mener avec tous les autres partis est considéré comme « non prioritaire ». Après EELV, on décline ensuite le NPA, le Front de gauche et, enfin, le PS.

Détermination du mouvement aux premiers tours

Les répondants attribuent à la présence des abertzale aux élections municipales et cantonales la plus grande importance. La présence à ces deux rendez-vous de « proximité » est envisagée par une forte majorité par une « candidature abertzale et de gauche » (G29). Dans le cadre des élections municipales, ils sont ainsi 75% à privilégier cette option, contre 15% qui optent pour une « alliance avec d'autres forces politiques » et 10% qui s'abstiennent de répondre.

Au niveau des élections cantonales, ils sont 75% à favoriser une candidature abertzale de gauche, contre 13% qui estiment une alliance plus propice et 9% qui n'ont pas répondu.

Pour résumer, il existe un large consensus pour les élections municipales et cantonales, avec $\frac{3}{4}$ des répondants qui estiment préférable une candidature abertzale de gauche. A contrario, les autres échelons territoriaux se caractérisent par une dispersion de réponses entre les différentes options. L'émergence d'une stratégie apparaît délicate.

Contrairement aux élections de « proximité », les répondants jugent majoritairement plus propice une « alliance avec d'autres forces politiques » pour les élections européennes et régionales. Pour les élections européennes, ils sont ainsi 44% à opter pour une alliance contre 29% pour une candidature abertzale de gauche et 18% de « non-réponses ». Le choix stratégique est moins affirmé pour le niveau régional : 41% pour une alliance, 34% privilégiant une candidature abertzale de gauche et 16% de « non-réponses ».

Les élections se déroulant au niveau hexagonal (législatives, sénatoriales et présidentielles) produisent une forte circonspection (22% à 25% de « non-réponses ») entre les trois choix dans les cas législatif et sénatorial et un refus net de candidature (55%) pour le cas présidentiel.

Si les réponses montrent dans certain cas une inclinaison pour l'alliance avec d'autres forces politiques, cette stratégie est choisie dans un cadre bien spécifique. S'il faut résumer, disons qu'il s'agit davantage d'une alliance « de second tour » et avec des partis bien ciblés (G30).

<i>Parti</i>	<i>Alliance au 1^{er} tour</i>	<i>Alliance au 2^{ème} tour</i>	<i>Aucune alliance</i>	<i>Non-réponse</i>	<i>Ensemble</i>
UMP	1	2	79	18	100
Modem	3	14	62	23	100
PS	7	27	43	22	100
Front de gauche	15	30	27	28	100
NPA	20	32	17	31	100
EELV	29	38	14	20	100
Ensemble	12	23	41	24	100

Il y a une réticence générale à préconiser une alliance a priori, un peu d'appétence peut-être pour une alliance au seul second tour et aussi une bonne dose d'indétermination (avec 1/4 de « non-réponses »). La position la plus tenue globalement (41%) est le refus de toute alliance, en soulignant qu'il est applicable à l'UMP (79%) et au Modem (62%) très majoritairement, au PS presque majoritairement (43%) mais est minoritaire pour les trois autres partis (Front de gauche, NPA et EELV). On peut ainsi discerner quatre groupes :

- UMP/ Modem caractérisés par le refus très net d'alliance ; - PS, avec refus important d'alliance mais, cependant avec une possibilité d'accord au second tour ; - Front de gauche/NPA, aux forts taux d'indécis (28% et 31%) et un potentiel non négligeable d'accord (45% et 52%, tous tours confondus) ; - EELV, le seul parti pour lequel les possibilités d'alliance (2 tours confondus) atteignent 67% soit les 2/3 des répondants.